

**Art. 16.** In artikel 79 van hetzelfde besluit worden de woorden « in Richtlijn 70/156 » vervangen door de woorden « in de zin van Verordening (EU) Nr. 678/2011 van 14 juli 2011 tot vervanging van bijlage II en tot wijziging van de bijlagen IV, IX en XI bij Richtlijn 2007/46/EG van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van een kader voor de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan en van systemen, onderdelen en technische eenheden die voor dergelijke voertuigen zijn bestemd ».

**Art. 17.** In bijlage 1 - Reductieprogramma, punt 2, van hetzelfde besluit worden de volgende woorden geschrapt : « Dit moet volgens het volgende tijdschema gebeuren :

Termijnen  
 Totale emissies per jaar  
 Toegelaten maximale  
 Nieuwe installaties  
 Bestaande installaties  
 Bij de inwerkingtreding van dit besluit  
 Uiterlijk 31.10.2004  
 Uiterlijk 31.10.2005  
 Uiterlijk 31.10.2007  
 Referentie-emissie x 1,5  
 Referentie-emissie ».

**Art. 18.** In bijlage II bij hetzelfde besluit worden de woorden « O5. Organische oplosmiddelen en/of organische verbindingen die door chemische of fysische reacties verloren gaan (met inbegrip van hoeveelheden die door verbranding, een andere zuivering van afgassen of afvalwaterzuivering vernietigd worden of bijvoorbeeld door adsorptie opgevangen worden, mits die niet bij O5, O7 of O8 worden meegerekend » vervangen door de woorden « O5. Organische oplosmiddelen en/of organische verbindingen die door chemische of fysische reacties verloren gaan (met inbegrip van hoeveelheden die door verbranding, een andere zuivering van afgassen of afvalwaterzuivering vernietigd worden of bijvoorbeeld door adsorptie opgevangen worden, mits die niet bij O6, O7 of O8 worden meegerekend) ».

**Art. 19.** De artikelen 78, 83, 84, 85 en 86 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. 20.** Dit besluit heeft uitwerking op 7 januari 2013.

In afwijking van het vorige lid treedt de opheffing van artikel 84 in werking op 30 april 2013.

**Art. 21.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 februari 2013.

De Minister-President,  
 R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
 Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/201394]

**21 FEVRIER 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations produisant du dioxyde de titane**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets provenant de l'industrie du dioxyde de titane;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative à la fabrication de colorants et de pigments ainsi qu'à la fabrication de peintures, vernis et encres d'imprimerie non visés par une autre rubrique (peintures, vernis, pigments, opacifiants, compositions vitrifiables, engobés, mastics, enduits, solvants et diluants organiques composites, décapants, produits liquides pour la protection du bois et préparations liquides hydrofuges à base de silicone, encres d'imprimerie);

Considérant que les prescriptions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, qui, à l'origine, ont été prises en exécution de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, aujourd'hui abrogée, trouvent désormais leur fondement légal dans les dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement qui habilite le Gouvernement à arrêter des conditions générales au sens du chapitre I<sup>er</sup>, section III, de ce décret;

Considérant qu'en vertu de l'article 5, § 2, alinéa 3, du décret du 11 mars 1999, le Gouvernement ne peut, lorsqu'il arrête des conditions sectorielles, s'écarter des conditions générales, qu'à la condition de motiver cette dérogation;

Considérant, à l'heure actuelle, que l'arrêté royal du 3 août 1976 est en partie désuet; qu'en effet, certaines de ces dispositions ont été reprises par le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau (chapitre VI - Règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires) pour les eaux usées domestiques et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Considérant que certains paramètres visés par l'arrêté royal du 3 août 1976 ne sont aujourd'hui plus pertinents, ne sont pas applicables à l'ensemble des secteurs d'activité, ou font référence à des méthodes d'analyse aujourd'hui interdites dont notamment : - le test de putréfaction au bleu de méthylène, paramètre abandonné; - les hydrocarbures extractibles au tétrachlorure de carbone, dont l'analyse est aujourd'hui interdite et remplacée par une nouvelle méthode;

Considérant, enfin, que la non-application de l'arrêté royal du 3 août 1976 permet de limiter le nombre de textes réglementaires applicables à un établissement, répondant ainsi à la volonté du Gouvernement wallon d'adopter un programme de rationalisation et de simplification administrative;

Vu l'avis 52.202/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 novembre 2012 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution).

**Art. 2.** Le présent arrêté s'applique aux installations produisant du dioxyde de titane (TiO<sub>2</sub>) visées à la rubrique 24.12.03 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et des activités classées.

#### CHAPITRE II. — *Eau*

**Art. 3.** Sans préjudice de l'article 8, les conditions de déversement des eaux usées industrielles en eau de surface ordinaire provenant des installations produisant du dioxyde de titane sont les suivantes (pour un volume de référence de 35 m<sup>3</sup>/tonne de dioxyde de titane produite) :

1<sup>o</sup> le pH des eaux déversées doit être compris entre 6,5 et 9. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9 ou inférieur à 6,5 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2<sup>o</sup> la demande biochimique en oxygène en cinq jours à 20 °C et en présence d'allyle thio-urée des eaux déversées ne peut dépasser 45 mg d'oxygène par litre;

3<sup>o</sup> la demande chimique en oxygène des eaux déversées ne peut dépasser 173 mg d'oxygène par litre;

4<sup>o</sup> la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 135 mg par litre;

5<sup>o</sup> la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;

6<sup>o</sup> la teneur en chrome total des eaux déversées ne peut dépasser 43 mg Cr par litre;

7<sup>o</sup> la teneur en zinc total des eaux déversées ne peut dépasser 30 mg Zn par litre;

8<sup>o</sup> la teneur en plomb total des eaux déversées ne peut dépasser 0,9 mg Pb par litre;

9<sup>o</sup> la teneur en nickel total des eaux déversées ne peut dépasser 1,35 mg Ni par litre;

10<sup>o</sup> la teneur en arsenic total des eaux déversées ne peut dépasser 0,15 mg As par litre;

11<sup>o</sup> la teneur en manganèse total des eaux déversées ne peut dépasser 135 mg Mn par litre;

12<sup>o</sup> la teneur en fer total des eaux déversées ne peut dépasser 3600 mg Fe par litre;

13<sup>o</sup> la teneur en aluminium total des eaux déversées ne peut dépasser 645 mg Al par litre;

14<sup>o</sup> la teneur en cuivre total des eaux déversées ne peut dépasser 0,75 mg Cu par litre;

15<sup>o</sup> la teneur en étain total des eaux déversées ne peut dépasser 0,45 mg Sn par litre;

16<sup>o</sup> les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

17<sup>o</sup> les eaux déversées ne peuvent pas contenir les substances dangereuses ou polluantes spécifiques visés à l'annexe VII du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau autres que celles mentionnées ci-dessus.

**Art. 4.** En outre, les émissions des installations dans l'eau ne dépassent pas les valeurs limites d'émission suivantes :

1<sup>o</sup> dans le cas des installations utilisant le procédé au sulfate (en moyenne annuelle) :

550 kilogrammes de sulfate par tonne de dioxyde de titane produit;

2<sup>o</sup> dans le cas des installations utilisant le procédé au chlorure (en moyenne annuelle) :

a) 130 kg de chlorure par tonne de dioxyde de titane produit en cas d'utilisation de rutil naturel;

b) 228 kg par tonne de dioxyde de titane produit en cas d'utilisation de rutil synthétique;

c) 330 kg de chlorure par tonne de dioxyde de titane produit en cas d'utilisation de mâchefer;

3<sup>o</sup> dans le cas des installations mettant en œuvre le procédé au chlorure et utilisant plus d'un type de minerai, les valeurs limites d'émission indiquées au point b s'appliquent en proportion de chaque minerai utilisées.

**Art. 5.** Le rejet des eaux usées industrielles en égout public est interdit.

#### CHAPITRE III. — *Air*

**Art. 6.** L'émission de gouttelettes acides en provenance des installations est évitée.

**Art. 7.** Les émissions atmosphériques des installations ne dépassent pas les valeurs limites d'émission suivantes :

1<sup>o</sup> les valeurs limites d'émission exprimées sous la forme de concentrations en masse par mètre cube (Nm<sup>3</sup>) sont calculées à une température de 273,15 K et à une pression de 101,3 kPa;

2<sup>o</sup> pour les poussières : 50 mg/Nm<sup>3</sup> en moyenne horaire en provenance des sources principales et 150 mg/Nm<sup>3</sup> en moyenne horaire en provenance de toute autre source;

3<sup>o</sup> pour les rejets gazeux de dioxyde et de trioxyde de soufre provenant de la digestion et de la calcination, y compris les gouttelettes acides, calculés en équivalent SO<sub>2</sub> :

a) 6 kg par tonne de dioxyde de titane produit en moyenne annuelle;

b) 500 mg/Nm<sup>3</sup> en moyenne horaire pour les installations de concentration d'acide usé;

4<sup>o</sup> pour le chlorure, dans le cas des installations utilisant le procédé au chlorure :

a) 5 mg/Nm<sup>3</sup> en moyenne journalière;

b) 40 mg/Nm<sup>3</sup> à tout moment.

CHAPITRE IV. — *Déchets*

**Art. 8.** L'élimination des déchets suivants dans les masses d'eau, les mers ou les océans est interdite :

1° les déchets solides;

2° les eaux mères résultant de la phase de filtration après hydrolyse de la solution de sulfate de titanyle, provenant des installations utilisant le procédé au sulfate; y compris les déchets acides associés à ces eaux mères, qui contiennent globalement plus de 0,5 pour cent d'acide sulfurique libre et divers métaux lourds, et ces eaux mères qui ont été diluées afin que la proportion d'acide sulfurique libre ne dépasse pas 0,5 pour cent;

3° les déchets des installations utilisant le procédé au chlorure, qui contiennent plus de 0,5 pour cent d'acide chlorhydrique libre et divers métaux lourds, y compris les déchets qui ont été dilués afin que la proportion d'acide chlorhydrique libre ne dépasse pas 0,5 pour cent;

4° les sels de filtration, boues et déchets liquides qui proviennent du traitement (concentration ou neutralisation) des déchets mentionnés aux points 2° et 3° et qui contiennent différents métaux lourds, à l'exception des déchets neutralisés et filtrés ou décantés qui contiennent des métaux lourds seulement sous forme de traces et qui, avant toute dilution, ont une valeur de pH supérieure à 5,5.

CHAPITRE V. — *Contrôle et surveillance*

**Art. 9.** Une surveillance en continu des émissions dans l'air est assurée par l'exploitant, elle porte au minimum sur :

1° les rejets gazeux de dioxyde et de trioxyde de soufre provenant de la digestion et de la calcination dans des installations de concentration d'acides usés qui utilisent le procédé au sulfate;

2° le chlore provenant de sources principales au sein d'installations qui utilisent le procédé au chlorure;

3° les poussières provenant de sources principales.

**Art. 10.** En vue de contrôler le respect des valeurs visées aux articles 3 et 4, un dispositif de contrôle est placé par l'exploitant. Ce dispositif de contrôle répond aux exigences suivantes :

1° permettre le prélèvement aisé d'échantillons des eaux déversées;

2° être facilement accessible sans formalité préalable;

3° être placé à un endroit offrant toute garantie quant à la quantité et la qualité des eaux.

**Art. 11.** Les conditions particulières du permis d'environnement fixent les points de mesure et la fréquence des analyses à fournir au fonctionnaire chargé de la surveillance en vue de contrôler les valeurs limites d'émission dans l'eau visées aux articles 3 et 4.

Les analyses sont confiées à des laboratoires qui appliquent des systèmes de gestion de la qualité conformes à la norme NBN EN ISO/IEC-17025 ou à toute norme équivalente reconnue à l'échelle internationale.

**Art. 12.** La mesure des teneurs en « métal total » telles que visées à l'article 3, se fait sur échantillon non filtré acidifié à pH 2.

**Art. 13.** La surveillance est réalisée en conformité avec les normes CEN ou, en l'absence de normes CEN, avec les normes ISO, les normes nationales ou d'autres normes internationales qui garantissent l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.

**Art. 14.** Les données relatives aux opérations de surveillance et de contrôle sont communiquées annuellement au fonctionnaire chargé de la surveillance. Ces données comprennent :

1° la description du ou des point(s) de prélèvement;

2° la description de la méthode de prélèvement et d'analyse utilisées, conformément aux dispositions du présent chapitre;

3° les résultats de la mesure des paramètres dont la détermination est obligatoire.

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires et finales*

**Art. 15.** Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2003 portant condition sectorielle eau relative à la fabrication de colorants et de pigments ainsi qu'à la fabrication de peintures, vernis et encres d'imprimerie non visés par une autre rubrique (peintures, vernis, pigments, opacifiants, compositions vitrifiables, engobés, mastics, enduits, solvants et diluants organiques composites, décapants, produits liquides pour la protection du bois et préparations liquides hydrofuges à base de silicone, encres d'imprimerie) sont abrogées pour ce qui concerne les établissements visés par le présent arrêté.

**Art. 16.** Les dispositions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales ne sont plus applicables aux établissements visés par le présent arrêté.

**Art. 17.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets provenant de l'industrie du dioxyde de titane est abrogé.

**Art. 18.** Le présent arrêté produit ses effets le 7 janvier 2013.

**Art. 19.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 février 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/201394]

**21. FEBRUAR 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Titandioxid produzierende Anlagen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Abfälle aus der Titandioxid-industrie;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für Wasser im Bereich der Herstellung von Farbstoffen und Pigmenten sowie der Herstellung von in keiner anderen Rubrik erwähnten Farben, Lacken und Druckfarben (Farben, Lacke, Pigmente, Trübungsmittel, verglasbare Zusammensetzungen, Engoben, Kitte, Putz, Lösungsmittel und organische Verbundverdünnungsmittel, Farbearbeitsmittel, flüssige Holzschutzmittel und flüssige wasserabweisende Zubereitungen auf der Grundlage von Silikon, Drucktinten);

In der Erwägung, dass die Vorschriften des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser, die ursprünglich in Ausführung des Artikels 3, § 1 des jetzt aufgehobenen Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durchgeführt wurden, fortan ihre gesetzliche Grundlage in den Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung haben, die es der Regierung erlauben, allgemeine Bedingungen im Sinne von Kapitel I, Abschnitt III dieses Dekrets festzusetzen;

In der Erwägung, dass die Regierung aufgrund von Artikel 5, § 2, Absatz 3 des Dekrets vom 11. März 1999 nur unter der Bedingung, dass sie diese Abweichung begründet, von den allgemeinen Bedingungen abweichen kann, wenn sie sektorbezogene Bedingungen festsetzt;

In der Erwägung, dass der Königliche Erlass vom 3. August 1976 heutzutage teilweise veraltet ist; dass bestimmte seiner Bestimmungen in der Tat durch Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet (Kapitel VI - Allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers) für das Haushaltsabwasser und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe übernommen worden sind;

In der Erwägung, dass bestimmte im Königlichen Erlass vom 3. August 1976 erwähnte Parameter heute nicht mehr relevant sind, nicht auf die Gesamtheit der Tätigkeitssektoren anwendbar sind oder sich auf heutzutage verbotene Analysemethoden beziehen, unter denen insbesondere: - die Fäulnisprobe mit Methylenblau (heutzutage nicht mehr benutzter Parameter); - die mit Tetrachlorkohlenstoff extrahierbaren Kohlenwasserstoffe, deren Analyse heute verboten und durch eine neue Methode ersetzt ist;

In der Erwägung schließlich, dass die Nichtanwendung des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 eine Begrenzung der Anzahl der auf einzelne Betriebe anwendbaren Verordnungstexte ermöglicht, was dem Willen der Wallonischen Regierung auch entspricht, ein Programm zur Rationalisierung und zur administrativen Vereinfachung zu verabschieden;

Aufgrund des am 19. November 2012 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 52.202/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

## KAPITEL I — Anwendungsbereich

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2010/75/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. November 2010 über Industrieemissionen (integrierte Vermeidung und Verminderung der Umweltverschmutzung) teilweise umgesetzt.

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass ist auf die in der Rubrik 24.12.03 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten, Titandioxid (TiO<sub>2</sub>) produzierenden Anlagen anwendbar.

## KAPITEL II — Wasser

**Art. 3** - Unbeschadet von Artikel 8 sind die Bedingungen für die Ableitung des Industrieabwassers aus Titandioxid produzierenden Anlagen in gewöhnliches Oberflächenwasser die folgenden (bei einem Bezugsvolumen von 35 m<sup>3</sup>/Tonne erzeugtes Titandioxid):

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6,5 und 9 liegen. Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Abwassers, wenn er über 9 oder unter 6,5 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Wassers angenommen werden;

2° der biochemische Sauerstoffbedarf in fünf Tagen bei 20 °C und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff des abgeleiteten Abwassers darf 45 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

3° der chemische Sauerstoffbedarf des abgeleiteten Abwassers darf 173 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

4° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 135 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30 °C nicht überschreiten;

6° der Gehalt an Gesamtchrom des abgeleiteten Abwassers darf 43 mg Cr pro Liter nicht überschreiten;

7° der Gehalt an Gesamtzink des abgeleiteten Abwassers darf 30 mg Zn pro Liter nicht überschreiten;

8° der Gehalt an Gesamtblei des abgeleiteten Abwassers darf 0,9 mg Pb pro Liter nicht überschreiten;

9° der Gehalt an Gesamtnickel des abgeleiteten Abwassers darf 1,35 mg Ni pro Liter nicht überschreiten;

10° der Gehalt an Gesamtarsen des abgeleiteten Abwassers darf 0,15 mg As pro Liter nicht überschreiten;

11° der Gehalt an Gesamtmangan des abgeleiteten Abwassers darf 135 mg Mn pro Liter nicht überschreiten;

12° der Gehalt an Gesamteisen des abgeleiteten Abwassers darf 3600 mg Fe pro Liter nicht überschreiten;

13° der Gehalt an Gesamtaluminium des abgeleiteten Abwassers darf 645 mg Al pro Liter nicht überschreiten;

14° der Gehalt an Gesamtkupfer des abgeleiteten Abwassers darf 0,75 mg Cu pro Liter nicht überschreiten;

15° der Gehalt an Gesamtzinn des abgeleiteten Abwassers darf 0,45 mg Sn pro Liter nicht überschreiten;

16° im abgeleiteten Wasser dürfen keine Öle, Fette oder andere schwimmende Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

17° das abgeleitete Wasser darf die in der Anlage VII des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnten spezifischen gefährlichen oder umweltschädlichen Stoffe nicht enthalten, die hier oben nicht angeführt sind.

**Art. 4** - Außerdem dürfen die von den Anlagen ausgehenden Emissionen ins Wasser die folgenden Emissionsgrenzwerte nicht überschreiten:

1° im Fall von Anlagen, die das Sulfatverfahren anwenden (im Jahresdurchschnitt):

550 kg Sulfat pro Tonne erzeugtes Titandioxid;

2° im Fall von Anlagen, die das Chloridverfahren anwenden (im Jahresdurchschnitt):

a) 130 kg Chlorid pro Tonne erzeugtes Titandioxid bei Verwendung von natürlichem Rutil;

a) 228 kg Chlorid pro Tonne erzeugtes Titandioxid bei Verwendung von synthetischem Rutil;

a) 330 kg Chlorid pro Tonne erzeugtes Titandioxid bei Verwendung von Schlacke ("slag");

3° im Fall von Anlagen, die das Chloridverfahren und mehr als eine Art Erz verwenden, gelten die Emissionsgrenzwerte gemäß Buchstaben b proportional zu der Menge der verwendeten Erze.

**Art. 5** - Die Ableitung von Industrieabwasser in die öffentliche Kanalisation ist verboten.

#### KAPITEL III — Luft

**Art. 6** - Emissionen von Säuretröpfchen aus den Anlagen sind zu vermeiden.

**Art. 7** - Die von den Anlagen ausgehenden Emissionen in die Luft dürfen die folgenden Emissionsgrenzwerte nicht überschreiten:

1° die Emissionsgrenzwerte in Massenkonzentration pro Kubikmeter (Nm<sup>3</sup>) werden bei einer Temperatur von 273,15 K, und einem Druck von 101,3 kPa berechnet;

2° für Staub : 50 mg/Nm<sup>3</sup> (Stundenmittel) aus größeren Quellen und 150 mg/Nm<sup>3</sup> (Stundenmittel) aus anderen Quellen;

3° für bei Aufschluss und Kalzinierung anfallendes gasförmiges Schwefeldioxid und Schwefeltrioxid, einschließlich Säuretröpfchen, berechnet in SO<sub>2</sub>-Äquivalent :

a) 6 kg pro Tonne erzeugtes Titanoxid (Jahresdurchschnitt);

b) 500 mg/Nm<sup>3</sup> (Stundenmittel) bei Anlagen für die Konzentration von sauren Abfällen;

4° für Chlor im Fall von Anlagen, die das Chloridverfahren anwenden:

a) 5 mg/Nm<sup>3</sup> (Tagesdurchschnitt);

b) 40 mg/Nm<sup>3</sup> jederzeit.

#### KAPITEL IV — Abfälle

**Art. 8** - Die Einleitung folgender Abfälle in ein Gewässer, Meere oder Ozeane ist verboten:

1° feste Abfälle;

2° Mutterlaugen, die in der Filtrationsphase nach Hydrolyse der Titansulfatlösung in Anlagen, die das Sulfatverfahren anwenden, anfallen, einschließlich der mit solchen Laugen vermischten sauren Abfälle, die insgesamt mehr als 0,5% freie Schwefelsäure und verschiedene Schwermetalle enthalten, darunter auch Mutterlaugen, die verdünnt wurden, bis sie 0,5% oder weniger freie Schwefelsäure enthalten;

3° Abfälle aus Anlagen, die das Chloridverfahren anwenden, mit einem Gehalt an freier Salzsäure und verschiedenen Schwermetallen von mehr als 0,5%, einschließlich Abfälle, die verdünnt wurden, bis sie 0,5% oder weniger freie Salzsäure enthalten;

4° Filtersalze, Schlämme und flüssige Abfälle, die bei der Behandlung (Konzentrierung oder Neutralisierung) der in den Nummern 2° und 3° genannten Abfälle anfallen und verschiedene Schwermetalle enthalten, nicht jedoch neutralisierte und gefilterte bzw. geklärte Abfälle, die Schwermetalle nur in Spuren enthalten und die vor jeglicher Verdünnung einen pH-Wert von mehr als 5,5 aufweisen.

#### KAPITEL V — Kontrolle und Überwachung

**Art. 9** - Es wird eine kontinuierliche Überwachung der Emissionen in die Luft durch den Betreiber gewährleistet, die zumindest Folgendes umfasst:

1° bei Aufschluss und Kalzinierung anfallendes gasförmiges Schwefeldioxid und Schwefeltrioxid aus Anlagen für die Konzentration von Gasauren bei Anlagen, die das Sulfatverfahren anwenden;

2° Chlor aus größeren Quellen bei Anlagen, die das Chloridverfahren anwenden;

3° Staub aus größeren Quellen.

**Art. 10** - Um die Einhaltung der in Art. 3 und 4 erwähnten Grenzwerte zu kontrollieren wird eine Kontrollvorrichtung vom Betreiber installiert. Diese Kontrollvorrichtung erfüllt die folgenden Anforderungen:

1° eine leichte Entnahme von Proben des abgeleiteten Wassers ermöglichen;

2° leicht zugänglich sein, ohne vorherige Formalität;

3° an einem Ort stehen, der alle Garantien in Bezug auf die Menge und die Qualität des Wassers bietet.

**Art. 11** - Zur Kontrolle der in Art. 3 und 4 erwähnten Grenzwerte für Emissionen in Wasser legen die Sonderbedingungen der Umweltgenehmigung die Messstellen und die Häufigkeit der dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zu übermittelnden Analysen fest.

Die Analysen werden Laboren anvertraut, die der Norm NBN EN ISO/IEC-17025 oder jeglicher gleichwertigen, international anerkannten Norm entsprechende Qualitätsmanagementsysteme verwenden.

**Art. 12** - Die Messung der in Artikel 3 erwähnten Gehalte an "Gesammetallen" erfolgt mit einer ungefilterten, auf pH 2 angesäuerten Probe.

**Art. 13** - Die Überwachung erfolgt gemäß den CEN-Normen oder, falls es keine solchen Normen gibt, gemäß den ISO-Normen, den nationalen Normen oder sonstigen internationalen Normen, die gewährleisten, dass Daten von gleichwertiger wissenschaftlicher Qualität ermittelt werden.

**Art. 14** - Daten bezüglich der Überwachungs- und Kontrollvorgänge sind dem mit der Überwachung beauftragten Beamten jährlich zu übermitteln. Diese Daten umfassen:

- 1° eine Beschreibung der Probenahmestelle(n);
- 2° eine Beschreibung der angewendeten Probenahme- und Analysemethodik, gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels;
- 3° die Messungsergebnisse für Parameter, deren Bestimmung obligatorisch ist.

#### KAPITEL VI — *Aufhebungs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 15** - Für Betriebe, die durch den vorliegenden Erlass betroffen sind, werden die Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen für Wasser im Bereich der Herstellung von Farbstoffen und Pigmenten sowie der Herstellung von in keiner anderen Rubrik erwähnten Farben, Lacken und Druckfarben (Farben, Lacke, Pigmente, Trübungsmittel, verglasbare Zusammensetzungen, Engoben, Kitte, Putz, Lösungsmittel und organische Verbundverdünnungsmittel, Farbeabbeizmittel, flüssige Holzschutzmittel und flüssige wasserabweisende Zubereitungen auf der Grundlage von Silikon, Drucktinten) außer Kraft gesetzt.

**Art. 16** - Die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser sind nicht mehr auf die im vorliegenden Erlass erwähnten Betriebe anwendbar.

**Art. 17** - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Abfälle aus der Titandioxidindustrie wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 18** - Der vorliegende Erlass wird am 7. Januar 2013 wirksam.

**Art. 19** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Februar 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

---

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/201394]

### 21 FEBRUARI 2013. — **Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor de installaties die titaandioxide produceren**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afvalstoffen afkomstig van de titaandioxide-industrie;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 2003 houdende sectorale voorwaarden inzake watergebruik i.v.m. de vervaardiging van kleurstoffen en pigmenten en de vervaardiging van verf, vernis en drukinkt die niet opgenomen zijn in een andere rubriek (verf, vernis, pigmenten, opacificeermiddelen, verglaasbare samenstellingen, engobes (slips), mastiek, plamuur, organische oplosmiddelen en verdunners, afbijtmiddelen, vloeibare houtbeschermingsmiddelen en vloeibare vochtwerende preparaten op basis van siliconen, drukinkt);

Overwegende dat de voorschriften van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, die aanvankelijk zijn genomen ter uitvoering van artikel 3, § 1, van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, nu opgeheven, voortaan hun wettelijke grondslag vinden in de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning op grond waarvan de Regering bevoegd is om algemene voorwaarden in de zin van hoofdstuk I, afdeling III, van dat decreet vast te leggen;

Overwegende dat de Regering, wanneer ze sectorale voorwaarden vastlegt, krachtens artikel 5, § 2, derde lid, van het decreet van 11 maart 1999 slechts van de algemene voorwaarden mag afwijken voor zover ze die afwijking motiveert;

Overwegende thans dat het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 gedeeltelijk verouderd is; dat sommige van die bepalingen immers opgenomen zijn in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, (hoofdstuk VI - Algemeen reglement inzake de sanering van het stedelijk afvalwater), wat het huishoudelijk afvalwater betreft, en in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Overwegende dat sommige parameters bedoeld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tegenwoordig niet meer relevant zijn, niet toepasselijk zijn op het geheel van de activiteitensectoren of verwijzen naar analysemethodes die nu verboden zijn, met name : - de ontbindingstest met methyleenblauw, een parameter die niet meer wordt gebruikt; - de met tetrachloorkoolstof afscheidbare koolwaterstoffen, waarvan de analyse nu verboden is en waarvoor een andere methode wordt gebruikt;

Overwegende tenslotte dat de niet-toepassing van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 als gevolg heeft dat het aantal reglementaire teksten die op een inrichting toepasselijk zijn beperkt kan worden en zodoende beantwoordt aan de wil van de Waalse Regering om een programma voor administratieve rationalisering en vereenvoudiging aan te nemen;

Gelet op het advies 52.202/4 van de Raad van State, gegeven op 19 november 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied

**Artikel 1.** Richtlijn 2010/75/EU van het Europees Parlement en van de Raad van 24 november 2010 inzake industriële emissies (geïntegreerde preventie en bestrijding van verontreiniging) wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

**Art. 2.** Dit besluit is van toepassing op de titaandioxide (TiO<sub>2</sub>) producerende installaties bedoeld in rubriek 24.12.03 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

#### HOOFDSTUK II. — Water

**Art. 3.** Onverminderd artikel 8, mogen de industriële afvalwateren afkomstig van titaandioxide producerende installaties onder de volgende voorwaarden in gewoon oppervlaktewater geloosd worden (voor een referentievolume van 35 m<sup>3</sup> per geproduceerde ton titaandioxyde) :

1° de pH-waarde van het geloosde water ligt tussen 6,5 en 9. Als het geloosde water voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde ervan als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9 of lager dan 6,5;

2° de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan 45 mg per liter;

3° de zuurstofbehoefte is niet hoger dan 173 mg/l;

4° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 135 mg per liter;

5° de temperatuur van het geloosde water bedraagt hoogstens 30 °C;

6° het gehalte aan totaal chroom in het geloosde water is niet hoger dan 43 mg Cr per liter;

7° het gehalte aan totaal zink in het geloosde water is niet hoger dan 30 mg Zn per liter;

8° het gehalte aan totaal lood in het geloosde water is niet hoger dan 0,9 mg Pb per liter;

9° het gehalte aan totaal nikkel in het geloosde water is niet hoger dan 1,35 mg Ni per liter;

10° het gehalte aan totaal arseen in het geloosde water is niet hoger dan 0,15 mg As per liter;

11° het gehalte aan totaal mangaan in het geloosde water is niet hoger dan 135 mg Mn per liter;

12° het gehalte aan totaal ijzer in het geloosde water is niet hoger dan 3600 mg Fe per liter;

13° het gehalte aan totaal aluminium in het geloosde water is niet hoger dan 645 mg Al per liter;

14° het gehalte aan totaal koper in het geloosde water is niet hoger dan 0,75 mg Cu per liter;

15° het gehalte aan totaal tin in het geloosde water is niet hoger dan 0,45 mg Sn per liter;

16° het geloosde water is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

17° het geloosde water bevat geen andere specifieke gevaarlijke of verontreinigende stoffen bedoeld in bijlage VII bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, dan degene die hierboven vermeld worden.

**Art. 4.** Bovendien overschrijden de emissies van de installaties in het water de volgende grenswaarden niet :

1° installaties die van het sulfaatproces gebruik maken (jaarlijks gemiddelde) :

550 kg sulfaat per geproduceerde ton titaandioxyde;

2° installaties die van het chlorideproces gebruik maken (jaarlijks gemiddelde) :

a) 130 kg chloride per geproduceerde ton titaandioxyde bij gebruik van natuurlijk rutiel;

b) 228 kg chloride per geproduceerde ton titaandioxyde bij gebruik van synthetisch rutiel;

c) 330 kg chloride per geproduceerde ton titaandioxyde bij gebruik van slakken;

3° voor installaties die van het chlorideproces gebruik maken en die meer dan één soort erts gebruiken, gelden de waarden bedoeld in punt *b* naar rata van de hoeveelheden waarin deze ertsen worden gebruikt.

**Art. 5.** Het is verboden industrieel afvalwater in openbare rioleringen te lozen.

#### HOOFDSTUK III. — Lucht

**Art. 6.** De emissie van zuurdruppels uit installaties moet worden voorkomen.

**Art. 7.** 1° de emissiegrenswaarden, uitgedrukt als massaconcentratie per kubieke meter (Nm<sup>3</sup>), worden berekend bij een temperatuur van 273,15 K en een druk van 101,3 kPa;

2° voor stof : een uurgemiddelde van 50 mg/Nm<sup>3</sup> uit de voornaamste bronnen en een uurgemiddelde van 150 mg/Nm<sup>3</sup> uit andere bronnen;

3° voor lozingen van gasvormig zwaveldioxide en zwaveltrioxide afkomstig van ontsluiting en roosting, met inbegrip van zuurdruppels, berekend als S-equivalent :

a) een jaargemiddelde van 6 kg per geproduceerde ton titaandioxyde;

b) een uurgemiddelde van 500 mg/Nm<sup>3</sup> SO<sub>2</sub> voor de concentratie van afvalzuren;

4° voor chloride in het geval van installaties die gebruikmaken van het chlorideproces :

a) een dagelijkse gemiddelde van 5 mg/Nm<sup>3</sup>;

b) tot een momentane waarde van 40 mg/Nm<sup>3</sup>.

HOOFDSTUK IV. — *Afvalstoffen*

**Art. 8.** Het is verboden de volgende afvalstoffen in wateren, zee of oceaan te lozen :

1° vaste afvalstoffen;

2° moederlogen afkomstig uit de filtratiefase na de hydrolyse van de oplossing van titanylsulfaat van installaties die het sulfaatproces toepassen, waaronder zure afvalstoffen die met deze logen zijn gecombineerd en die gemiddeld meer dan 0,5 % vrij zwavelzuur en verschillende zware metalen bevatten en, waaronder die moederlogen welke zijn verdund tot ze 0,5 % of minder vrij zwavelzuur bevatten;

3° afvalstoffen afkomstig van installaties die het chlorideproces toepassen en die meer dan 0,5 % vrij zoutzuur en verschillende zware metalen bevatten, waaronder afvalstoffen die zijn verdund tot zij 0,5 % of minder vrij zoutzuur bevatten;

4° filterzouten en slibvormige en vloeibare afvalstoffen die vrijkomen bij de behandeling (concentratie of neutralisatie) van de onder 2° en 3° genoemde afvalstoffen en die verschillende zware metalen bevatten, maar met uitsluiting van geneutraliseerde en gefilterde of gedecanteerde afvalstoffen die slechts sporen van zware metalen bevatten en die, vóór enigerlei verdunning, een pH-waarde van meer dan 5,5 hebben.

HOOFDSTUK V. — *Controle en monitoring*

**Art. 9.** Een monitoring van emissie in de lucht wordt door de exploitant verricht en omvat ten minste een continue meting van :

1° lozingen van gasvormig zwaveldioxide en zwaveltrioxide afkomstig van ontsluiting en roosting uit inrichtingen voor de concentratie van afvalzuren in installaties die van het sulfaatproces gebruikmaken;

2° chloride dat afkomstig is uit de voornaamste bronnen in installaties die gebruikmaken van het chlorideproces;

3° stof dat afkomstig is van de voornaamste bronnen.

**Art. 10.** Om toezicht te voeren op de naleving van de waarden bedoeld in de artikelen 3 en 4 wordt een controlestelsel door de exploitant geplaatst. Dat controlestelsel voldoet aan de volgende vereisten :

1° een vlotte monsterneming van het geloosde water mogelijk maken;

2° vlot toegankelijk zijn, zonder voorafgaande formaliteit;

3° geïnstalleerd zijn op een plek die alle garanties inzake waterkwantiteit en -kwaliteit biedt.

**Art. 11.** De bijzondere voorwaarden van de milieuvergunning bepalen de meetpunten en de frequentie van de analyses die aan de toezichthoudend ambtenaar verstrekt moeten worden met het oog op de controle op de in de artikelen 3 en 4 bedoelde grenswaarden van de emissies in het water.

De analyses worden toevertrouwd aan laboratoria die gebruik maken van kwaliteitsbeheerssystemen die voldoen aan de norm NBN EN ISO/IEC-17025 of aan elke internationaal erkende gelijkwaardige norm.

**Art. 12.** Het gehalte aan « totaal metaal », zoals bedoeld in artikel 3, wordt gemeten aan de hand van een niet gefiltreerd monster aangezuurd tot pH 2.

**Art. 13.** De monitoring wordt uitgevoerd overeenkomstig de CEN-normen of, bij gebrek aan CEN-normen, overeenkomstig de ISO- normen, de nationale normen of andere internationale normen op grond waarvan gegevens van een gelijkwaardige wetenschappelijke kwaliteit verkregen kunnen worden.

**Art. 14.** De gegevens betreffende de monitorings- en controlehandelingen worden jaarlijks aan de toezichthoudend ambtenaar meegedeeld. Die gegevens omvatten :

1° de omschrijving van het of de bemonsteringspunt(en);

2° de omschrijving van de gebruikte bemonsterings- en analysetechniek, overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk;

3° de resultaten van de meting van de parameters waarvan de bepaling verplicht is.

HOOFDSTUK VI. — *Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 15.** De bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 2003 houdende sectorale voorwaarden inzake watergebruik i.v.m. de vervaardiging van kleurstoffen en pigmenten en de vervaardiging van verf, vernis en drukinkt die niet opgenomen zijn in een andere rubriek (verf, vernis, pigmenten, opacificeermiddelen, verglaasbare samenstellingen, engobes (slips), mastiek, plamuur, organische oplosmiddelen en verdunners, afbijtmiddelen, vloeibare houtbeschermingsmiddelen en vloeibare vochtwerende preparaten op basis van siliconen, drukinkt) worden opgeheven voor de inrichtingen bedoeld in dit besluit.

**Art. 16.** De bepalingen van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater zijn niet meer toepasselijk op de inrichtingen bedoeld in dit besluit.

**Art. 17.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afvalstoffen afkomstig van de titaandioxide-industrie wordt opgeheven.

**Art. 18.** Dit besluit heeft uitwerking op 7 januari 2013.

**Art. 19.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 februari 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY